

LANCEMENT DU DOCUMENT CONJOINT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE :

Le Togo et l'UE renforcent davantage leur partenariat



Page 6

Médias N°0189/14/03/01/NAAC

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité : N°742 du 17 Janvier 2022 / Prix : 250F CFA

MALI / MORT DE IBK :



P.3

Un grand homme s'en est allé !

PLATE-FORME INDUSTRIELLE D'ADÉTIKOPÉ :

Coup de projecteur sur les temps forts de 2021 et perspectives

Page 7



MOBILISATION DES RECETTES FISCALE ET DOUANIÈRE :

L'OTR réalise une belle performance en 2021

Page 4



Plus de 600 morts sur les routes au Togo en 2021

De la nécessité de prendre des mesures drastiques

En dépit des efforts consentis par les autorités togolaises dans la sensibilisation des usagers de la route, le nombre des accidents ne cesse de s'accroître.

La route continue de tuer et l'année dernière a été très éprouvante avec plus de 600 personnes qui ont perdu la vie suite aux accidents de route. L'annonce de ce chiffre des accidents sur les routes togolaises a été faite par le ministre de la Sécurité et de la protection civile. Le ministre Yark Daméhame a déploré le fait que la population ne prenne pas conscience face aux sensibilisations liées à la prévention routière.

" Malgré la sensibilisa-



tion et les efforts du gouvernement dans le développement des infrastructures, la route continue par tuer et elle a tué davantage en 2021 qu'en 2020", a-t-il déclaré.

Selon le ministère de la sécurité et de la protection

civile, 60% des victimes sont des motocyclistes. Ce qui doit donner des sueurs froides et interpeller la conscience collective.

Le ministre fait remarquer que malgré l'obligation du port de casque imposée aux conducteurs

d'engins à deux roues, et aux passagers des véhicules à quatre roues, de mettre leur ceinture de sécurité, depuis 2014, le nombre de personnes tuées sur les routes va crescendo.

En 2020 par exemple, 556 morts d'accidents de circulation ont été enregistrés.

Depuis toujours, l'on connaît les causes de ces accidents sur les routes au Togo. Il s'agit de l'excès de vitesse, du non-respect du code de la route, de la conduite en état d'ébriété, de l'utilisation du téléphone portable au volant, de l'absence de casque pour les conducteurs de motos ou du mauvais état des véhicules.

Face à cette situation inquiétante, le ministre Yark Daméhame a indiqué que cette année des mesures seront mises en œuvre pour éviter tant soi peu ces accidents de la route. Le Ministre a annoncé donc, l'obligation du permis de conduire pour les motocyclistes et le port du casque également pour le passager.

Au regard de ce qui précède, il devient impératif que le gouvernement prenne des mesures drastiques pour amener les usagers de la route indisciplinés à se plier devant les règles qui régissent la prévention routière au Togo.

Lynda Dalikou



CALENDRIER FISCAL 2022

Au plus tard le 15 janvier 2022

- Déclaration et paiement de : TVA, TAF, TCA, TEBA, ADA, TSPT, DAPP ;
- Déclaration de la TH et paiement de la première tranche ;
- Précomptes IRPP (salaires)
- Retenues de 1%, 5% IS/IRPP
- Retenues de 5% ou 10% sur les rémunérations des résidents et 20% sur les prestations de services des non-résidents ;
- Retenues de 8,75% sur les revenus locatifs.



Sanctions contre le Mali:

Le bras de fer entre la CEDEAO et la junte continue

Le 9 janvier dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, réunis en sommet extraordinaire à Accra, au Ghana, ont décidé de nouvelles sanctions contre la junte au pouvoir au Mali. Cette junte dirigée par le colonel Assimi Goïta avait demandé une transition de cinq ans avant l'organisation des élections. Cette décision de la junte n'est pas du goût de la CEDEAO qui a donc frappé fort par des sanctions.

Les nouvelles autorités maliennes ont décidé de ne pas respecter l'échéance de février 2022 pour l'organisation des élections libres en demandant une rallonge de la transition de cinq ans.

Ainsi, entre autres sanctions, la CEDEAO a décidé le gel des avoirs maliens au sein de la BCEAO, la fermeture des frontières entre le Mali et les États



Colonel Assimi Goïta

membres de l'Organisation, la suspension des transactions avec Bamako à l'exception des produits médicaux et de première nécessité.

Les dirigeants ouest africains ont décidé également que tous les ambassadeurs Maliens présents dans l'espace CEDEAO se retirent de tous les pays membres avec en toile de fond, d'autres sanctions concernant l'aide financière.

Le bras de fer est donc engagé entre l'instance

sous régionale et la junte au pouvoir.

Cependant, la junte a pris des mesures de réciprocité contre les sanctions prises. Le nouveau pouvoir de Bamako a rappelé donc tous ses ambassadeurs dans les pays de la CEDEAO, ferme ses frontières aériennes et terrestres avec lesdits pays. Assimi Goïta et ses hommes ont dénoncé ce qu'ils appellent un "braquage de la CEDEAO et de l'UEMOA avec le gel de ses avoirs".



Photo de famille des dirigeants de la CEDEAO

Pour la junte, les chefs d'Etat de la CEDEAO sont "instrumentalisés par des puissances étrangères".

Telle une réponse du berger à la bergère, face aux sanctions, la junte dit rassurer le peuple malien avec des dispositions pratiques pour assurer l'approvisionnement régulier du pays.

Au lendemain de ces sanctions qui continuent de susciter réactions au sein de l'opinion nationale et internationale, à l'appel de la junte, le peuple mal-

ien a manifesté à Bamako et dans d'autres villes du pays.

Les autorités maliennes semblent ne pas lâcher prise mais se disent être disposées pour la poursuite des négociations avec la CEDEAO. Jusqu'où ira ce bras de fer entre le Mali et l'institution sous régionale ? Pour l'instant, chaque partie est restée campée sur sa position et un véritable dialogue de sourds s'est instauré.

Nouvelle Opinion

Mali / Mort de IBK :

Un grand homme s'en est allé !

L'ex-président malien Ibrahim Boubacar Keïta, qui a dirigé le Mali entre 2013 et 2020, est décédé ce dimanche 16 janvier à son domicile de Bamako, selon sa famille. Ibrahim Boubacar Keïta, élu président du Mali en septembre 2013, avait été renversé par des militaires en août 2020.

Il était 9h ce matin, a expliqué un membre de la famille d'Ibrahim Boubacar Keïta, quand on a constaté la mort du président, celui qu'on appelle communément IBK. Vers 13h30, il n'y avait pas beaucoup de monde près de son domicile, mais les gens s'y dirigent pour présenter leurs condoléances. Ses anciens collaborateurs, notamment son directeur de cabinet, a confirmé également sa mort.



Le président IBK

On sait qu'il était malade depuis peu, après le coup d'Etat du 18 août 2020. Il a été se soigner à plusieurs reprises à Abou Dhabi dans un hôpital américain. Quelqu'un qui l'a vu récemment disait ceci, il y a quelques jours seulement : "Le président est en train de

se laisser mourir". Il n'avait plus d'appétit. Il n'arrivait plus à lire, vous savez qu'il était un grand amoureux des livres et des écrivains.

Ibrahim Boubacar Keïta avait été Premier ministre de 1994 à 2000 sous la présidence d'Oumar Konaré.

Il échoue ensuite à l'élec-

tion présidentielle de 2002. Mais il est finalement élu et accède au palais de Koulouba, le siège de la présidence malienne à Bamako, en 2013. Il sera

réélu en 2018 face à Soumaila Cissé, alors leader de l'opposition et décédé en décembre 2020 du Covid-19.

Source : Rfi.fr/Afrique

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Bonne et heureuse année !

2022

Que l'année 2022 renforce notre collaboration et vous apporte réussite et progrès

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

19ème réunion ordinaire des ministres du Conseil de l'Entente :

Patrice Kouame, secrétaire sortant reçoit un hommage mérité

Le mercredi 12 janvier 2021 s'est déroulée à Lomé la réunion ordinaire des ministres du Conseil de l'Entente. Pour une 19ème fois, ces ministres ont procédé à l'adoption et à l'examen du projet annuel de performance au titre de l'année 2022 guidée par la logique du budget programme.

La réunion a été présidée par le ministre togolais des Affaires étrangères, le Prof. Robert Dussey, en présence du secrétaire exécutif Marcel Amont Tanoh et du sortant Patrice Kouame. Pour la circonstance, le Prof. Robert Dussey n'a pas manqué de rappeler aux uns et aux autres le grand travail effectué par l'ancien secrétaire. Un travail qui leur permet aujourd'hui d'avoir un conseil ambitieux et dynamique sur le plan organisationnel et sur le plan des projets d'intégration. Malgré les difficultés et tumultes rencontrés ça et là, le conseil a connu des performances encourageantes



Photo de famille

grâce à une mutation fonctionnelle et Opérationnelle opérée depuis les réformes de 2011.

Cette performance a permis au conseil d'entretenir l'espoir et le rêve d'une intégration encore plus accrue dans l'espace Entente. A l'issue des travaux, le conseil des ministres a adopté le Projet Annuel de Performance (PAP 2022) d'un montant 2 076.000.000 de FCFA, conformément au document de programmation pluriannuel des dépenses 2020-2022.

Le Prof Robert Dussey et

ses pairs se sont réjouis du bouclage du financement par emprunt bancaire, destiné à la construction de la Tour "Entente" à Abidjan, avec un apport de 12 milliards de FCFA de Coris Bank International Côte d'Ivoire ; 8 milliards de FCFA de la Banque Nationale d'Investissement de la Côte d'Ivoire et 15 milliards de FCFA de la Banque Ouest-Africaine de Développement. Par ailleurs, le conseil des ministres n'a pas manqué de noter les avancées qui ont été enregistrées sur le projet du Mall de Niamey et a invité le



Patrice Kouame

Secrétariat Exécutif à accélérer la recherche des partenaires pour le bouclage du financement de ce projet.

En ce qui concerne le Centre régional de Formation pour Entretien Routier (CERFER), les ministres ont pris bonne note des rapports d'activités et des rapports financiers au 31 décembre 2019 et 2020, au 31 octobre 2021 ainsi que de l'état d'avancement des réformes.

Le Prof. Robert Dussey une fois encore a souligné l'importance pour le Conseil de l'Entente de prendre en compte le caractère changeant de son environnement ambiant.

Un environnement qui selon lui, pose avec acuité des défis comme le terrorisme, la criminalité transfrontalière, la sécheresse ainsi que la pandémie à coronavirus. Pour lui, c'est une situation qui mérite que les politiques adéquates soient définies et mises en œuvre pour qu'ensemble ils puissent faire face.

Kodjovi

Mobilisation des recettes fiscale et douanière :

L'OTR réalise une belle performance en 2021

L'Office Togolais des Recettes (OTR) depuis sa mise sur pied par l'Etat togolais, n'a cessé de jouer son rôle qui est celui de recouvrer les impôts, taxes et droits de douanes. Ce rôle se démontre une fois encore à travers le travail que chaque acteur a eu à fournir au cours de l'exercice 2021. Un exercice qui malgré la crise sanitaire, se justifie par une grande mobilisation de près de 720 milliards de FCFA.

L'année 2021 a été celle marquée par la crise sanitaire due au coronavirus. Certes, la situation n'a pas été favorable pour les uns et les autres. Cependant, le gouvernement dans ses efforts de relance économique a amené l'office à initier la promotion du civisme fiscal, le combat de la fraude ainsi que l'évasion fiscale.

Cette innovation a été une avancée pour l'Office Togolais des Recettes (OTR)



qui a su se démarquer des résultats des années antérieures.

Parlant des chiffres des années antérieures, l'on pouvait remarquer une mobilisation qui tournait autour de 400 milliards de FCFA. Par contre au vue de ce qui a été fait en 2021, et grâce aux différentes innovations apportées, l'administration fiscale togolaise à travers son bilan des recettes, a eu à réaliser un exploit de 720

milliards de FCFA soit une hausse de 9% des recettes, comparées aux 652 milliards de FCFA collectés en 2020 et de 13 % par rapport aux 624 milliards de FCFA en 2019. Mise à part cette promotion du civisme fiscal, d'autres initiatives comme la dématérialisation et la digitalisation des procédures expliquent également les avancées qui ont été enregistrées ces trois dernières années par l'Office Togolais des Recettes

(OTR). Il faut dire que ce travail a beaucoup contribué à la limitation des fraudes fiscales. Le Commissaire Général de l'institution, Philippe TCHODIE, s'est félicité de cette performance réalisée en 2021, en dépit de la crise sanitaire due à la Covid-19. Pour lui, 2021 reste une année "exceptionnelle" au vue de ce qu'ils ont eu à réaliser comme performance surtout dans un contexte de crise sanitaire et économique. C'est le lieu pour lui de remercier l'ensemble du personnel de l'OTR pour leur engagement et détermination à accompagner la politique de développement du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé. Dans le but de toujours maintenir le cap, il a profité de l'occasion pour les inviter à faire davantage afin qu'eux aussi puissent apporter leur pierre à la construction et au développement de leur pays.

Elom

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité

Réception : 0149/14/03/01/HAAC

Sigle : Adidoadin, PAVé prolongé, 3ème carré après Pharmacie Le Galin

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao

Cel: 91 36 37 55

jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao

El Hadj Arimiyao

Agbékponou Junior

Ramzad

Maroïne Tchagnao

Pierre Pouli

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

Port du casque pour les passagers des engins à deux roues :

Une mesure qui rentrera en vigueur bientôt

Désormais le port du casque sera obligatoire pour les passagers des engins à deux roues. Telle sera la décision prochaine du gouvernement pour freiner les cas d'accident sur les routes. Cette mesure survient lors de la présentation du bilan pour la sécurité routière au second semestre de l'année 2021 au Togo. Bilan qui a été rendu public le jeudi 13 janvier 2022 et qui en termes d'accident de circulation, est évalué à plus de 680 décès. Un chiffre nettement plus élevé qu'en 2020 où l'on a dénombré 556 morts.

Le constat fait lors de cette présentation est que souvent les engins à deux roues sont la plupart des cas



impliqués dans les accidents qui surviennent sur les routes. C'est-à-dire que 60% des décès enregistrés sur les routes au Togo, sont causés par les motos. Ces conducteurs de ces engins et autres, sont souvent frappés par plusieurs raisons à savoir : l'im-

prudence, conduite en état d'ébriété, non maîtrise du code de la route, surcharge, excès de vitesse, entre autres. Face à ce constat, il arrive que l'on se retrouve avec mort d'Hommes et ceci par faute de port de casque chez certains passagers.

Face à une telle situation, le gouvernement envisage amener les passagers des motos à porter systématiquement les casques. Une mesure qui pourrait permettre une réduction du nombre de victimes d'accident de la route. Cette mesure prendra effet à compter de ce mois de janvier. Il s'agit du port de casque obligatoire pour les passages transportés à dos d'engins à deux roues. Aujourd'hui, la situation devient inquiétante et le Colonel Yaovi OKPAOUL, Directeur Général de la Police nationale Invite le citoyen togolais à prendre conscience qu'il y a plus de morts par jour sur leur route et surtout chez les engins à deux-roues. Et qu'une fois

sorti de la maison, ce dernier doit tout faire pour y revenir sain et sauf tout en observant strictement des mesures de prudence. Malheureusement, certains citoyens outrepassent toutes les règles. Pendant que des efforts se font pour garantir la sécurité sur les routes, certains usagers de la route ne doivent pas eux-mêmes être des sources d'insécurité.

Pour cette mesure qui rentrera en vigueur au cours de ce mois de janvier, le patron de la police invite tout passager à avoir un casque sur lui avant de monter sur une moto. Faute de quoi, et le conducteur et le passager seront interpellés et verbalisés.

Elom

Réalisation de la feuille de route du gouvernement :

La Banque Société générale engagée à accompagner le Togo

Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, a échangé le jeudi 13 janvier 2022 à la Primature, avec la nouvelle Directrice de succursale de la Banque Société générale Togo, Jocelyne N'Guessan. Cette dernière, est allée présenter à la cheffe du gouvernement, les activités de son institution bancaire dans l'accompagnement de



L'audience avec la PM Dogbé

l'économie togolaise.

"Cette audience a été pour nous l'opportunité de présenter à nouveau les activités de la Société générale Togo, implantée dans le pays depuis plus de 6 ans. La Société est en train de revoir sa stratégie pour accompagner davantage l'économie togolaise. Nous nous sommes entretenus avec le Premier ministre, afin de lui faire part de nos ambitions pour le Togo et ce que nous pouvons faire de plus pour cette économie.", a-t-elle déclaré au sortir de l'au-

dience.

Mme N'Guessan s'est également réjouie de la bonne écoute de Mme le Premier ministre qui a partagé avec elle, la stratégie de développement du Togo pour les prochaines années.

Pour elle, la feuille de route gouvernementale cadre parfaitement bien avec les ambitions du groupe Société générale en matière d'infrastructures et d'accompagnement des PME-PMI ainsi que l'inclusion financière.

www.primature.gouv.tg



Lancement du Document Conjoint de programmation pluriannuelle : Le Togo et l'UE renforcent davantage leur partenariat

Le document conjoint de programmation pluriannuelle (DCP) 2021-2027 a été officiellement lancé le 12 janvier dernier à Lomé par l'UE et le gouvernement togolais.

A partir de ce lancement, les interventions de l'Équipe Europe au Togo d'ici à 2027 se feront désormais sur la base de ce document conjoint. La cérémonie de lancement a été présidée par Payadowa Boukpessi, ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires.

On notait la présence de Madame Sandra Ablamba Johnson, Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, des ministres Gilbert Bawara de la Fonction publique, Sani Yaya de l'Économie et des finances, et des Ambassadeurs de l'Union européenne, Joaquin Tasso Vilallonga, de la France Jocelyne Caballero et d'Allemagne, Matthias Veltin au Togo.

Adopté en décembre 2021, ce document conjoint qui a été lancé décrit les principes généraux, les objectifs, les orientations et les modalités de la coopération conjointe européenne en appui aux efforts de développement du Togo, tels que définis dans la feuille de route gouvernementale.

Ce document constitue donc un véritable creuset d'interventions à savoir : l'appui budgétaire, les prêts, les dons, les garanties, les possibilités de mixages et l'assistance technique et financière.

Selon les termes de ce document stratégique, l'Équipe Europe s'engage résolument à soutenir le gouvernement togolais dans trois domaines. Il s'agit du développement humain, de l'agro-industrie, de la gestion et la protection des ressources naturelles ainsi que de l'appui à la consolidation d'une société apaisée et résiliente.



Le ministre d'État (à g) et l'Ambassadeur de l'UE (à d)

C'est un nouveau cadre de partenariat susceptible de permettre au Togo de renforcer sa politique de développement économique et social. Il en est de même pour la promotion de l'investissement, la gouvernance et de la consolidation de la paix et l'harmonie sociale. Au cours de cette rencontre, l'Ambassadeur Joaquin Tasso Vilallonga, chef de la Délégation de l'Union européenne (UE) au Togo a salué cette initiative. Il s'est réjoui de la pertinence des axes contenus dans le document qui permettront de renforcer davantage le partenariat entre l'instance européenne et le Togo et le dynamisme du développement économique et social du Togo.

" Le document que nous avons aujourd'hui, après la visite de haut niveau de l'Équipe Europe à Lomé il y a quelques semaines seulement, est la matérialisation concrète de cet engagement de l'Union européenne notamment dans le domaine de la coopération et de la solidarité européenne avec le Togo. Il a une valeur ajoutée dans la coordination de la coopération entre l'Union européenne, la France et l'Allemagne " a-t-il déclaré.

Les ambassadeurs de la France et d'Allemagne ont également présenté la contribution de leurs pays respectifs à l'élaboration de ce document conjoint de programmation. Ils ont rassuré les participants que ce document viendra restructurer le cadre de partenariat entre l'Union européenne (UE) et le Togo. Ils n'ont pas manqué à

prendre un engagement d'œuvrer à son implémentation.

Au nom du gouvernement, le ministre de l'Administration territoriale, Payadowa Boukpessi a remercié les partenaires pour la qualité de la coopération et leurs appuis à l'élaboration de ce document conjoint de programmation qui entre dans les priorités de l'Exécutif.

" Je voudrais renouveler les sincères remerciements du gouvernement à la Commission européenne, à l'Allemagne et à la France en particulier pour leur sollicitude permanente à l'endroit du gouvernement togolais et pour la qualité de la coopération qui ne cesse de se renforcer de jour en jour



Une vue de l'assistance lors des travaux

et surtout pour leur accompagnement dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement en faveur du bien-être des populations " a indiqué le ministre Boukpessi.

Le membre du gouvernement a saisi cette occasion pour rendre un hommage au Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé pour sa vision éclairée et son leadership.

Il a invité tous les acteurs impliqués dans l'exécution de ce document à prendre des dispositions nécessaires pour la mise en œuvre rapide des projets en vue de réaliser une bonne performance.

Soulignons que ce document conjoint sera réalisé en deux phases consécutives. La

première de 2021 à 2024 et la seconde de 2025 à 2027.

L'Équipe Europe avait déjà engagé en 2021 dans le cadre de la première année de mise en œuvre de ce document plus de 243 millions d'euros, soit près de 160 milliards de FCFA, pour de nouveaux projets prioritaires. Ceci s'est réalisé conformément à la feuille de route gouvernementale.

Il faut avouer que le lancement de ce document stratégique est salubre dans ce contexte lié à la crise sanitaire où le gouvernement togolais consent des efforts pour relever les défis du développement socioéconomique et pour le bien-être des populations.

La Rédaction

RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE :

Le PNUD appuie le Togo en matériels informatiques

Dans le cadre de son projet de renforcement de la gouvernance publique, le gouvernement togolais a bénéficié jeudi 13 janvier dernier, d'un important appui en matériels informatiques.

D'un coût de plus de 27 millions de FCFA, ces équipements qui viennent s'ajouter à d'autres lots remis en 2020, visent à renforcer le parc informatique des différents départements. L'exécutif togolais poursuit son projet de modernisation de l'administration et de renforcement de la gouvernance publique. Dans cette



perspective, le gouvernement a reçu un important appui en équipements informatiques et de visioconférence. Ce lot de matériel évalué à plus de 27 millions de francs CFA qui s'ajoute à celui réceptionné en 2020, devra permettre de renforcer le parc informatique

existant.

Notons que ledit matériel remis par le représentant-résident du PNUD, Aliou Dia, a été réceptionné par le Secrétaire Général du gouvernement, Kanka-Malik Natchaba, au nom de la Cheffe de l'exécutif.

Source : @macite.info

Plateforme Industrielle d'Adétikopé : Coup de projecteur sur les temps forts de 2021 et perspectives

La Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) après son inauguration le 6 juin 2021 par le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, n'a pas tardé à démarrer ses activités. Tout est allé très vite avec la concrétisation de véritables actions et signatures d'accords de partenariat. Aujourd'hui, ce site, dénote de la bonne volonté de l'exécutif togolais qui a bien voulu faire du pays un hub logistique et un centre régional de transformation. Son opérationnalisation nous amène à faire une rétrospection sur les temps forts et actions qui ont marqué l'année 2021 ainsi que les perspectives et ambitions que nourrit ce site pour le bien-être de la population togolaise.

Bien avant l'inauguration de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé, l'administration signalait en début février un partenariat stratégique avec le group Togocom. Le but visé par les premiers responsables de la PIA, c'est de prendre une part active au processus de développement et de l'attractivité enclenchée par le Togo en fournissant une connexion de haut débit fluide à l'ensemble du parc industriel.

D'une capacité de près de 500 camions, le parking de camions, à disposition des opérateurs de transport logistique nationaux et internationaux, a accueilli le 26 juillet 2021 les premiers véhicules en provenance des pays enclavés. Parmi les autres services logistiques proposés, figurent aussi un entrepôt pour charger, décharger et transférer les containers, une plateforme de stockage du coton et d'autres matières premières ainsi qu'une zone de 200 000m² dédiée aux autres activités logistiques. Dans la première moitié du mois d'août, la plateforme a accueilli ses quatre premiers conteneurs. Selon l'administration, ce premier chargement réceptionné permettra



de tester la densité du yard, de procéder à une révision et à l'optimisation du processus de stockage des conteneurs.

Le 31 août 2021, elle a reçu la visite du ministre des Transports routiers aériens et ferroviaires, Affoh Atcha Dedji, suivie de celle de Kokou Edem Tengue, ministre de l'Economie maritime de la pêche et de la protection côtière le 10 septembre 2021. L'objectif visé est de constater la mise en place des premiers équipements de manutention sur le port sec, ainsi que la qualité des infrastructures construites pour s'assurer de son opérationnalisation prévue le 15 septembre. Tous ont souligné l'excellent travail réalisé sur le port sec en moins d'un an et se sont félicités de la concrétisation de ce projet ambitieux, l'une des composantes phares du PND 2018-2022, qui vise essentiellement l'industrialisation du secteur agricole (coton, anacarde, riz, soja, sésame...) en permettant la transformation locale des richesses naturelles togolaises et l'exportation de produits manufacturés avec à la clé la création de 35 000 emplois directs et indirects sur quatre ans.

En début du mois de septembre 2021, la PIA a réceptionné de nouveaux équipements de manutention de dernières générations destinés à l'opérationnalisation de son port sec désigné " Inland Container Depot (ICD) " qui pourra offrir une superficie de 20 hectares et une capacité totale de

12.500 conteneurs. L'avantage qui se présente à ce niveau est que ce port sec permettra d'une part de désengorger le Port autonome de Lomé, en allégeant son trafic et d'autre part de faciliter la tâche aux opérateurs de transport qui desservent les pays enclavés à l'instar du Burkina Faso, du Mali et du Niger de bénéficier de nombreux services logistiques et des installations de pointe de PIA (systèmes de contrôle visuel, de billetterie et d'accès automatisés...). En termes de manutention, ce port sec est doté d'équipements de dernières générations tels que des Reachstackers (engins élévateurs de conteneurs vides et pleins), des Empty Container Handlers (engins dédiés à la manutention de conteneurs vides) et des Terbergs et Trailers (engins dédiés au transfert des conteneurs d'un point).

Enfin, le 20 septembre 2021, la PIA a procédé au lancement officiel de sa société d'assemblage de motos électriques et de triporteurs avec le début effectif de ses activités. La structure portée par le groupe indien M. Auto, annonçait une production destinée au marché local et régional avec en ligne de mire une capacité future de 1000 véhicules par jour.

Notons également que plusieurs engagements ont été pris et des partenariats stratégiques clés se sont noués entre la PIA et d'autres acteurs de développement du Togo.

Ces acteurs sont entre autres : BOAD, MAERSK LINE, CORIS BANK, MIFA, ANASAP; BRASSERIE BB, VAN VIELT, MAUTO, NUTRISOURCE, BEXXO TEXTILE, TOGO CLOTHES COMPANY, TEXTILE ITCR mg, TOGO WOOD, TOGO AGRO, FHC MEDICA, ARTECH, DONGACO. Parallèlement à ces accords de partenariat, le site de la PIA a connu l'ouverture du parc textile, la construction d'un centre de formation professionnelle, un centre d'excellence qui formera les élites du monde de l'industrie.

Perspectives

L'année 2022 s'annonce déjà bien pour les premiers responsables de la PIA. Car en cette nouvelle année, l'ambition reste toujours forte et l'engagement toujours le même. Pour les jours à venir, la PIA espère mettre en œuvre de grands projets dans le domaine textile, l'agro-business et le solaire. Dans le mois d'avril 2022, la PIA compte ouvrir dans le domaine textile, un centre de formation en confection. L'objectif c'est d'arriver à offrir une formation à 500 opérateurs de machines tous les 45 jours afin de mieux répondre à une demande de main d'œuvre formée d'environ 10.000 personnes d'ici à 2023.

En ce qui concerne l'agro-business, une politique de collecte d'une importante quantité de soja pour la transformation sera mise en œuvre. La création d'emplois directs et indirects sera une réalité. Il sera aussi question de l'utilisation de nouvelles

technologies pour augmenter la production. 10.000 fermes agricoles modèles seront créées. En matière d'énergie solaire, la PIA va procéder en juillet 2022 sur son toit et ses annexes, à l'inauguration et à l'installation solaire. Dans cette perspective, elle procédera également à la pose de la première pierre d'une centrale solaire de 140 MW. C'est dire que tout au long de l'année 2022, la PIA continuera par travailler activement pour une installation durable d'une grande politique d'industrialisation au Togo et qui contribuera à son développement économique.

Au demeurant, avec cette plateforme, le pays espère un lendemain meilleur en matière de la transformation d'une bonne partie de ses matières premières et de ses produits agricoles destinées initialement à l'exportation. L'opérationnalisation de cette plateforme industrielle, pourra contribuer à accélérer l'intégration des filières et l'émergence de nouvelles industries à fort potentiel dans les domaines de l'agroalimentaire, du textile, de la pharmaceutique, des cosmétiques, de l'automobile et du recyclage. A travers le partenariat stratégique que le gouvernement nourrit avec le groupe Arise IIP, et conformément à sa feuille de route 2020-2025, cette plateforme devra booster la croissance économique avec la création d'environ 35.000 emplois et sera l'un des vecteurs essentiels de la politique d'industrialisation entamée par le Togo.

Elom





**UNE 1^{ÈRE} AU TOGO ! LA FIBRE TOGOCOM
PARTOUT À LOMÉ ET À CINKASSÉ, DAPAONG,
KARA, SOKODÉ, ATAKPAMÉ, KPALIMÉ & ANÉHO**



*Démandez votre fibre
en agence Togocom !*

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS



togocom.tg

